



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 16 mai 1997

APERÇU

◆ Hausse moins élevée de l'emploi

En avril, le nombre d'emplois a augmenté de façon plus modérée par rapport à mars. En outre, une forte croissance de la population active a fait grimper le taux de chômage.

◆ Le nombre d'annonces d'offre d'emploi augmente encore

La tendance à la hausse du nombre d'annonces d'offre d'emploi s'est poursuivie en avril. L'Indice de l'offre d'emploi a ainsi atteint son niveau le plus élevé depuis novembre 1994.

◆ La clé de la survie des jeunes entreprises : connaître l'ABC des affaires

Les nouvelles entreprises qui réussissent mettent l'accent sur la qualité des produits, le service à la clientèle et de solides principes de gestion des affaires.

◆ Ventes records de véhicules automobiles neufs

Les ventes de véhicules automobiles neufs ont grimpé en mars grâce à une hausse substantielle des ventes de voitures particulières.

◆ L'ordinateur : un outil précieux en gestion agricole

En 1996, presque deux fois plus de fermes utilisaient un ordinateur personnel pour gérer leurs activités par rapport à 1991.

◆ Les prix des logements neufs s'accroissent en un an

En mars, l'Indice des prix des logements neufs a augmenté de 0,2 % par rapport à mars 1996. C'est la première fois depuis juin 1994 que le changement annuel est positif.

◆ Revenu familial inchangé en 1995

Après correction pour tenir compte de l'inflation, le revenu familial après impôt est demeuré à peu près inchangé en 1995 par rapport à 1994.

Hausse moins élevée de l'emploi

En avril, le nombre estimatif d'emplois s'est élevé de 33 000, faisant suite à un gain de 61 000 en mars. La croissance d'avril était accompagnée d'une forte hausse de la population active (79 000), ce qui a fait grimper le taux de chômage de 0,3 point de pourcentage, à 9,6 %. Depuis que l'emploi a amorcé une tendance à la hausse en septembre dernier, il a progressé de 166 000.

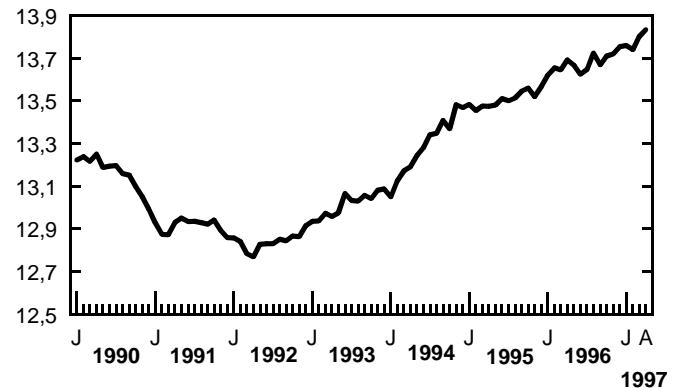
Ce sont les adultes âgés de 25 ans et plus qui ont entièrement profité de la hausse de l'emploi (40 000) en avril. Les femmes ont bénéficié d'une part importante de la croissance (24 000), la majorité des emplois étant à temps plein. La tendance depuis septembre 1996 montre une augmentation de 1,9 % pour les hommes et de 1,3 % pour les femmes. Au cours de cette période, les hommes ont presque tous obtenu des emplois à temps plein, tandis que la plupart des femmes ont trouvé des emplois à temps partiel. Par contre, l'emploi a peu varié chez les jeunes. Leur taux de chômage demeure élevé; il s'est accru de 0,4 point, se fixant à 17,0 %.

La progression de l'emploi en avril s'est surtout manifestée dans la construction (17 000), hausse qui a compensé la baisse observée en mars. L'emploi s'est également accru dans les transports, l'entreposage et les communications, grim pant de 13 000. Depuis novembre, 43 000 emplois se sont ajoutés dans cette branche d'activité, renversant le mouvement à la baisse noté depuis la fin de 1995. L'emploi s'est maintenu dans les industries manufacturières

(suite à la page 2)

Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



... Hausse moins élevée de l'emploi

et le commerce. Cette situation contraste avec celle de mars, où l'on avait enregistré une croissance importante de l'emploi dans ces deux branches. De février à avril, le nombre d'emplois a augmenté de 41 000 dans les industries manufacturières et de 26 000 dans le commerce.

En avril, le nombre d'emplois dans le secteur privé s'est accru de 37 000, surtout chez les travailleurs indépendants (24 000). Cela fait suite à la forte augmentation observée en mars. La croissance a totalisé 70 000 au cours de ces deux mois. L'emploi dans le secteur public a peu varié, mais il affichait une baisse de 60 000 par rapport à l'an dernier.

Dans les provinces de l'Atlantique, on a enregistré une hausse du nombre d'emplois au Nouveau-Brunswick (7 000) en avril, qui a plus que compensé la diminution enregistrée en mars. Le taux de chômage est demeuré stable à 13,6 %, en raison d'une augmentation de la population active. En Nouvelle-Écosse, l'emploi a diminué de 6 000 et le taux de chômage s'est élevé de 0,5 point, passant à 13,3 %. La situation du marché du travail à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard est demeurée à peu près la même.

Au Québec, l'emploi n'a pas varié de façon significative en avril, mais la croissance des cinq derniers mois a compensé les déclinés survenus l'année dernière. Pour sa part, l'Ontario a enregistré une légère progression du nombre d'emplois par rapport à mars. Le taux de chômage a augmenté dans les deux provinces centrales, montant à 11,6 % et à 9,0 % respectivement.

Dans les provinces de l'Ouest, le seul changement notable s'est produit en Saskatchewan, où le nombre d'emplois s'est accru de 8 000. Cette croissance était combinée à une augmentation de l'activité sur le marché du travail, et le taux de chômage est demeuré inchangé à 6,2 %. L'emploi est demeuré relativement stable au Manitoba, mais le taux de chômage a connu une baisse de 0,4 point pour s'établir à 6,6 %. La situation de l'emploi a également à peine changé en Alberta et en Colombie-Britannique.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471, 3483 à 3502 et tableau 00799999.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division des enquêtes-ménages. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)

Le nombre d'annonces d'offre d'emploi augmente encore

En avril, l'Indice de l'offre d'emploi a augmenté de 2 % pour s'établir à 102. Il s'agit du niveau le plus élevé atteint depuis le sommet enregistré en novembre 1994. On a observé des hausses dans huit provinces. De novembre 1994 à décembre 1995, l'indice a baissé, après être demeuré relativement stable pendant 10 mois consécutifs. Depuis octobre 1996, l'indice a augmenté de 16 %.

En Colombie-Britannique, l'indice est demeuré le même qu'en mars (75). Dans les provinces des Prairies, l'indice a affiché une

Note aux lecteurs

L'Indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces d'offre d'emploi qui ont paru dans 22 journaux de 20 grandes régions métropolitaines. L'indice est un indicateur de l'intention des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. L'indice a été désaisonnalisé et lissé pour faciliter les comparaisons mensuelles.

Indice de l'offre d'emploi, avril 1997
(1991 = 100), données désaisonnalisées

	Indice	Variation annuelle en %	Variation mensuelle en %
Canada	102	17	2
Provinces de l'Atlantique	115	8	6
Terre-Neuve	90	11	2
Île-du-Prince-Édouard	182	17	15
Nouvelle-Écosse	110	12	4
Nouveau-Brunswick	115	-5	8
Québec	90	2	2
Ontario	107	19	1
Provinces des Prairies	120	33	3
Manitoba	126	21	0
Saskatchewan	117	29	4
Alberta	118	42	4
Colombie-Britannique	75	14	0

hausse de 3 % pour se fixer à 120, le plus haut niveau enregistré depuis janvier 1991. Les indices de l'Alberta et de la Saskatchewan ont tous deux connu une croissance, alors que celui du Manitoba est demeuré au même niveau qu'en mars. La croissance dans les Prairies a été grandement influencée par l'Alberta, où l'indice s'est accru de 34 % depuis octobre dernier.

En Ontario, l'indice a augmenté de 1 % pour s'établir à 107 en avril et a atteint son plus haut niveau depuis janvier 1995. Au Québec, l'indice, qui a varié entre 84 et 90 depuis mars 1996, s'est accru de 2 % pour atteindre 90.

Dans les provinces de l'Atlantique, l'indice a enregistré son niveau le plus élevé depuis janvier 1991, se situant à 115. Toutes les provinces ont connu des hausses, l'Île-du-Prince-Édouard venant au premier rang (15 %). L'indice de cette province est en progression pour un deuxième mois d'affilée.

Données stockées dans CANSIM : matrice 105 (niveaux 8 à 10).

Pour plus de renseignements, communiquez avec David Wallace au (613) 951-4090, Division du travail. Télécopieur : (613) 951-4087; Internet : labour@statcan.ca.

La clé de la survie des jeunes entreprises : connaître l'ABC des affaires

Au Canada, quatre nouvelles entreprises sur cinq cessent leurs activités avant d'atteindre leur dixième anniversaire. Celles qui survivent mettent l'accent sur la qualité des produits, le service à la clientèle et de solides principes de gestion des affaires. Parmi les entreprises survivantes, celles dont la croissance est rapide s'appuient sur l'innovation et sur la formation pour améliorer leurs produits et accroître leurs compétences. Elles possèdent aussi une structure financière plus souple.

Les jeunes entreprises montantes contribuent beaucoup à la création d'emplois et à la croissance de l'économie. Bon nombre d'entre elles affichent une croissance telle que le groupe des entreprises survivantes fournit à lui seul presque autant d'emplois que n'en offrirait au départ le groupe complet, soit les entreprises survivantes et celles qui ont échoué. Elles lancent elles-mêmes de nouveaux produits et services sur le marché, tout en poussant les entreprises existantes à faire de même.

Selon les dirigeants des jeunes entreprises montantes, offrir des produits de grande qualité est, de loin, l'élément stratégique essentiel de la réussite. Suivent de près l'offre d'un service à la clientèle supérieur et l'adaptation aux besoins de cette dernière, ainsi que l'adoption de stratégies de commercialisation visant à assurer la satisfaction des clients existants. Ils considèrent aussi que la réussite dépend de stratégies de gestion de l'entreprise et de gestion financière. D'après eux, les cadres sont la fondation qui donne sa stabilité à l'entreprise, tout comme les employés compétents et motivés, de sorte que plus de la moitié des entreprises florissantes investissent dans le perfectionnement de leurs employés. En revanche, les stratégies axées sur l'innovation, la technologie, la recherche et le développement ainsi que sur la production sont jugées moins importantes.

Il existe des différences notables entre les entreprises survivantes à croissance rapide et celles à croissance lente. Les jeunes entreprises montantes à croissance rapide sont presque deux fois plus susceptibles d'innover (30 %) que celles à croissance lente (16 %). Elles s'efforcent sans cesse d'améliorer leur ligne de produits et leurs moyens de production. Ainsi, les entreprises qui survivent et qui prennent rapidement de l'expansion sont plus axées sur l'avancement de leurs compétences sur tous les fronts, mais pas au détriment d'une stratégie axée sur la qualité et le service à la clientèle.

Les jeunes entreprises montantes à croissance rapide accordent aussi plus d'importance que celles à croissance lente aux ressources humaines en mettant l'accent sur le recrutement d'employés compétents et la motivation de ces derniers. Elles offrent une formation à leur personnel dans une proportion de 60 %, comparativement à seulement 44 % pour celles à croissance lente.

La souplesse dans le domaine du financement est un autre facteur de réussite qui distingue les jeunes entreprises montantes

Note aux lecteurs

Le présent article est fondé sur la publication analytique Les jeunes entreprises montantes : se donner les moyens de survivre et de croître. On y examine les compétences qu'acquièrent les entreprises qui survivent et, parmi ces compétences, lesquelles sont le plus fortement liées à la croissance.

Les données sont tirées de l'Enquête sur les pratiques opérationnelles et financières, menée au printemps 1996 auprès de 4 000 entreprises, qui ont répondu dans une proportion d'environ 80 %. L'enquête fournit de l'information sur leurs modes de gestion, leurs concurrents, leurs stratégies d'exploitation et leur structure financière.

L'expression « jeunes entreprises montantes » désigne les entreprises qui ont participé à l'enquête. Il s'agit d'entreprises qui ont été fondées entre 1983 et 1986 et qui étaient toujours en activité au moment de l'enquête. On estime que ces entreprises ont réussi parce qu'elles ont été capables de poursuivre leurs opérations pendant au moins 10 ans. On les retrouve dans toutes les branches d'activité et elles sont, en général, assez petites (neuf employés en moyenne).

à croissance rapide de celles à croissance lente. Ainsi, la structure financière des premières est basée sur des sources de financement multiples. Ce genre de stratégie permet à l'entreprise de recueillir plus de fonds ou de modifier plus facilement les conditions de financement.

En matière de financement, on note cependant des écarts considérables entre le comportement des jeunes entreprises montantes de petite et de grande taille. Presque les trois quarts des grandes entreprises recourent à plusieurs formes de financement (une combinaison de capitaux propres, de capitaux d'emprunt à court terme ou de capitaux d'emprunt à long terme ou des deux à la fois), alors que moins de la moitié des petites entreprises en font autant. Ces dernières dépendent plus souvent d'une seule forme de capital. De plus, presque les deux tiers des grandes entreprises s'appuient sur plusieurs sources de financement (par exemple, propriétaires, fournisseurs ou banques), alors que moins de la moitié des petites entreprises font de même. Les petites entreprises jouissent donc d'une moins grande souplesse financière, mais le recours important aux capitaux propres ainsi qu'à des sources internes et externes de financement s'observe tant chez les petites que chez les grandes.

*La publication **Les jeunes entreprises montantes : se donner les moyens de survivre et de croître** (61-524-XPF, 35 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Johnson au (613) 951-3547 (Internet : johnjoa@statcan.ca) ou avec John Baldwin au (613) 951-8588 (Internet : baldjoh@statcan.ca), Direction des études analytiques.*

Ventes records de véhicules automobiles neufs

En mars, les ventes de véhicules automobiles neufs ont augmenté de 8,5 % grâce à une hausse importante de 12,3 % des ventes de voitures particulières. Il s'agit de la plus forte progression mensuelle des ventes de voitures particulières jamais enregistrée depuis mars 1993.

Les ventes de véhicules utilitaires ont continué de s'accroître en mars (4,1 %) et ont atteint un nombre record de véhicules vendus en un mois, soit 54 795.

De mars 1996 à mars 1997, les ventes de véhicules automobiles neufs ont augmenté de 17,0 % (donnée non désaisonnalisée). Les véhicules de construction nord-américaine vendus en Ontario ont contribué pour une large part à cette hausse annuelle.

Au cours du premier trimestre de 1997, près de 156 000 véhicules utilitaires ont été vendus, ce qui représente un nombre record pour un trimestre. Les consommateurs canadiens ont acheté un total de 339 894 véhicules entre janvier et mars. Il s'agit d'une croissance de presque 5 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes des trois Grands sont celles qui ont contribué le plus à l'augmentation trimestrielle, inscrivant une hausse de presque 9 %.

Données stockées dans CANSIM : matrice 64.

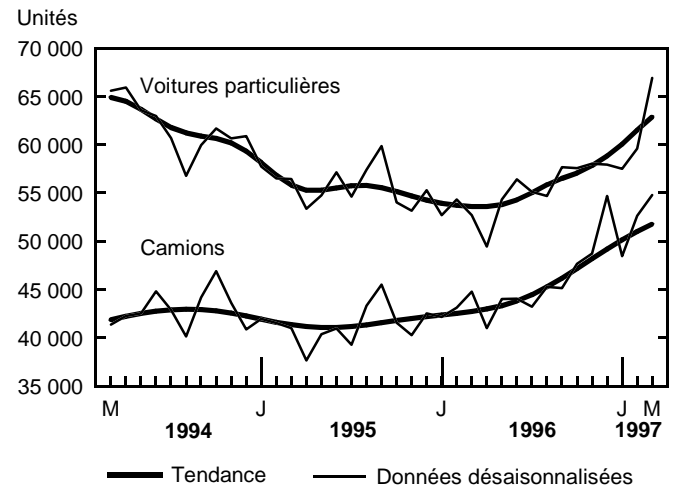
Le numéro de mars 1997 de *Ventes de véhicules automobiles neufs* (63-007-XPB, 16 \$ / 160 \$) paraîtra bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Serge Dumouchel au (613) 951-2210, Division de la statistique du commerce.

Note aux lecteurs

Les voitures particulières comprennent les voitures qui servent à des fins personnelles ou commerciales (les voitures de taxi et de location par exemple). Les véhicules utilitaires incluent les mini-fourgonnettes, les fourgonnettes, les véhicules d'utilité sportive, les camions légers et lourds ainsi que les autocars et les autobus.

À moins d'avis contraire, les données mensuelles sont désaisonnalisées. Les distributions provinciales des ventes sont tirées de données non désaisonnalisées.

Ventes de véhicules automobiles neufs



L'ordinateur : un outil précieux en gestion agricole

En 1996, 21,2 % de toutes les fermes canadiennes possédaient un ordinateur personnel dont elles se servaient dans la gestion de leurs activités, comparativement à 11,0 % en 1991 et à 2,7 % en 1986. Près du quart des fermes de la Colombie-Britannique avaient un ordinateur, une proportion inégale dans les autres provinces. Seules deux autres provinces, l'Alberta et le Québec, ont enregistré des proportions supérieures à la moyenne nationale.

Les exploitants des grandes fermes étaient plus susceptibles que les autres d'utiliser un ordinateur pour gérer leur entreprise. En 1996, 58,2 % des fermes déclarant des recettes agricoles brutes de 500 000 \$ et plus (dollars constants de 1995) avaient un ordinateur, comparativement à 42,1 % en 1991 et à 18,3 % en 1986.

L'utilisation des ordinateurs variait considérablement d'un type de ferme à l'autre, culminant dans les fermes d'élevage de volaille et de production d'œufs (33,7 %) en 1996. Suivaient les fermes porcines et les fermes laitières. Ces trois types de fermes ont tendance à toucher des recettes agricoles brutes relativement élevées comparativement aux autres types de fermes. De plus, elles se servent largement de la technologie de pointe pour d'autres activités que la gestion, par exemple l'utilisation de systèmes informatisés pour nourrir les animaux et surveiller les bâtiments.

Note aux lecteurs

Le terme « ferme » désigne les fermes telles qu'elles sont définies par le Recensement de l'agriculture. Les fermes dénombrées lors du recensement comprennent toutes les exploitations agricoles produisant pour la vente au moins un des produits suivants : cultures (grandes cultures, fruits ou noix, petits fruits ou raisin, légumes, graines de semence), bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, animaux exotiques), volaille (poules, poulets, dindons, dindes, oiseaux exotiques), produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) et autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de la sève d'érable).

Les ordinateurs dont les ménages agricoles ne se servaient pas pour gérer leur ferme ne sont pas inclus dans les chiffres du Recensement de l'agriculture.

Cela témoigne peut-être du fait que les exploitants de ces types de fermes sont plus ouverts à la technologie en général. Moins de 25 % des fermes de toutes les autres catégories utilisaient un ordinateur personnel dans la gestion agricole.

(suite à la page 5)

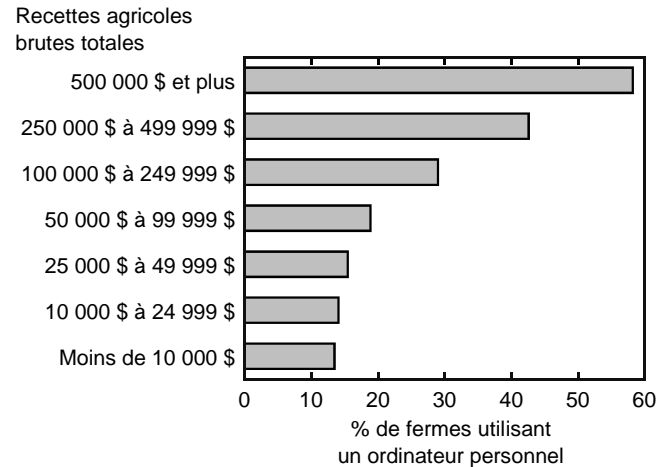
... L'ordinateur : un outil précieux en gestion agricole

Même si un nombre beaucoup plus grand de fermes utilisaient un ordinateur personnel en 1996, certains fermiers avaient de la difficulté à utiliser la technologie de l'informatique, ce qui s'explique en partie par des lignes téléphoniques inadéquates. Mais les choses s'améliorent. En novembre 1996, la dernière ligne partagée du Manitoba a été convertie en ligne privée. Les lignes partagées ont aussi été supprimées en Alberta et en Saskatchewan. D'autres provinces remplacent leurs lignes téléphoniques partagées par

Utilisation de l'ordinateur dans la gestion agricole

	Recensement		
	1986	1991	1996
	% de fermes ayant un ordinateur		
Canada	2,7	11,0	21,2
Terre-Neuve	2,6	9,8	15,1
Île-du-Prince-Édouard	1,5	8,1	20,3
Nouvelle-Écosse	2,7	10,3	19,9
Nouveau-Brunswick	2,2	9,5	17,6
Québec	2,0	9,1	22,1
Ontario	3,0	11,3	20,9
Manitoba	2,1	8,6	18,9
Saskatchewan	2,4	11,1	19,9
Alberta	3,0	12,2	22,9
Colombie-Britannique	3,5	14,3	23,6

Pourcentage de fermes utilisant un ordinateur selon leurs recettes, 1996



des lignes Touch-Tone. L'emploi des ordinateurs pourrait également s'accroître au fur et à mesure qu'il sera possible d'accéder à Internet autrement que par des fournisseurs installés en ville et que les frais d'interurbain connexes diminueront.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lynda Kemp au (613) 951-3841, Recensement de l'agriculture.

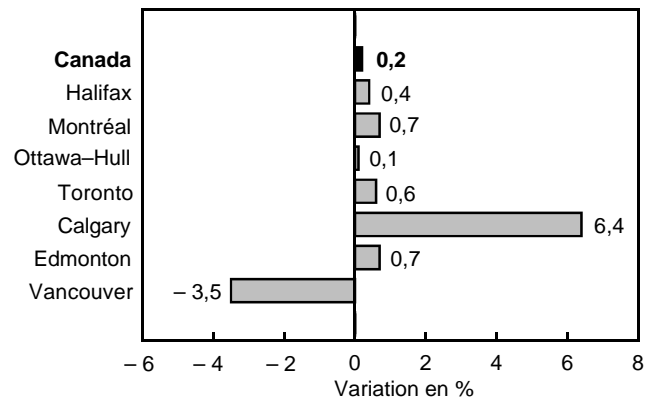
Les prix des logements neufs s'accroissent en un an

En mars, l'Indice des prix des logements neufs (1986 = 100) a augmenté de 0,2 % par rapport à mars 1996. C'est la première fois depuis juin 1994 que le changement annuel est positif. Sur une base mensuelle, l'indice s'est élevé de 0,1 % entre février et mars. Il s'agit de la cinquième hausse mensuelle consécutive.

Le niveau de confiance plus élevé chez les consommateurs et les taux d'intérêt favorables ont participé à l'amélioration du marché des logements neufs. Les constructeurs ont constaté que certaines augmentations étaient attribuables aux coûts de la construction plus élevés. Cependant, les conditions de marché concurrentielles ont atténué des hausses dans quelques villes.

Les perspectives pour la construction de logements semblent s'améliorer, comme en témoigne la croissance de 23,2 % de la valeur des permis de construction résidentielle observée au cours du premier trimestre de 1997 par rapport à 1996. Par ailleurs, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le rythme annuel de mises en chantier de logements en 1997 a progressé de 37,6 % comparativement à la même période en 1996. Et d'après l'Association canadienne de l'immeuble, le niveau de ventes pour le premier trimestre de 1997 a grimpé de 25,7 % par rapport à celui de 1996.

Indice des prix des logements neufs, mars 1996 à mars 1997



Données stockées dans CANSIM : matrice 2032.

Le numéro du premier trimestre de 1997 de *Statistiques des prix de la construction* (62-007-XPB, 24 \$ / 79 \$) paraîtra en juin. Pour plus de renseignements, communiquez avec Paul-Roméo Danis au (613) 951-3350, Division des prix. Télécopieur : (613) 951-2848; Internet : danipau@statcan.ca.

Revenu familial inchangé en 1995

Le revenu familial après impôt est demeuré à peu près inchangé en 1995 par rapport à 1994, après correction pour tenir compte de l'inflation (telle qu'elle est mesurée selon les variations de l'Indice des prix à la consommation). En 1995, le revenu familial moyen après impôt était de 44 286 \$, ce qui représente une baisse d'environ 5 % par rapport au sommet de 1989.

Le revenu avant les paiements de transfert des gouvernements a légèrement augmenté par rapport à 1994, tandis que les paiements de transfert ont diminué. Étant donné que l'impôt sur le revenu est demeuré relativement stable, le revenu familial moyen après impôt a par conséquent à peine changé.

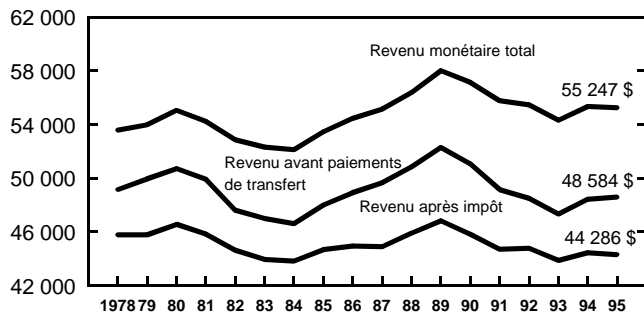
L'effet combiné de l'impôt sur le revenu des particuliers et des paiements de transfert des gouvernements ont réduit l'écart de revenu après impôt entre les tranches supérieure et inférieure de l'échelle de revenu. Sans tenir compte de l'impôt et des paiements de transfert, les familles du quintile supérieur (la tranche de 20 % des familles dont le revenu est le plus élevé), touchaient 21 \$ pour chaque dollar gagné par les familles du quintile inférieur. Après avoir tenu compte de l'impôt et des paiements de transfert, l'écart n'était plus que de 5 \$ pour chaque dollar.

En 1995, la baisse des gains a effacé en grande partie l'augmentation des revenus de placement et de retraite. Les gains familiaux moyens ont diminué de 366 \$, alors que les revenus de placement et de retraite ont augmenté de 530 \$. Le revenu moyen avant les paiements de transfert s'est donc accru de seulement 164 \$ en 1995, pour atteindre 48 584 \$. En revanche, le revenu avant les paiements de transfert avait augmenté de 1 088 \$ en 1994, en raison surtout d'une croissance des gains attribuable au regain de vigueur du marché du travail.

Les paiements de transfert moyens ont diminué de 3,8 % en 1995, pour descendre à 6 663 \$, les familles subissant le contrecoup de la restructuration des programmes gouvernementaux. Les paiements d'aide sociale ont diminué et les paiements d'assurance-emploi ont de nouveau baissé. Les paiements de transfert représentaient 12,1 % du revenu familial total, en baisse par rapport au sommet de 12,9 % enregistré en 1993. Ces reculs s'inscrivaient dans la foulée de cinq augmentations annuelles consécutives.

Revenu monétaire total moyen, revenu moyen avant paiements de transfert et revenu moyen après impôt pour les familles

Dollars constants de 1995



Note aux lecteurs

Pour calculer le revenu après impôt, on ajoute les paiements de transfert (par exemple les prestations de Sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec, les prestations fiscales pour enfants, les prestations d'assurance-emploi et celles d'aide sociale) au revenu avant les paiements de transfert (principalement le revenu du travail et le revenu de placement), puis on en soustrait l'impôt sur le revenu. La « récupération fiscale » des prestations d'assurance-emploi et de Sécurité de la vieillesse est considérée comme une majoration des impôts plutôt que comme une diminution des paiements de transfert.

Les paiements de transfert et l'impôt sur le revenu des particuliers sont deux importants mécanismes de redistribution du revenu. Toutefois, les effets de la redistribution ne reflètent pas l'ensemble du processus des dépenses et des recettes gouvernementales. Par exemple, les dépenses aux chapitres de la santé et de l'éducation et les recettes tirées des taxes de vente sont exclues. Les paiements de transfert représentent 24 % des dépenses totales et l'impôt sur le revenu des particuliers, 34 % des recettes totales des gouvernements. Comme les données de l'enquête portent seulement sur le revenu familial, les utilisateurs sont priés de ne pas tirer de conclusions sur les « prestations nettes » de l'impôt et des paiements de transfert à partir des données présentées ici.

Les montants en dollars et les pourcentages sont exprimés en moyennes et en dollars constants de 1995. D'autres chiffres, comme les médianes, peuvent également être obtenus pour analyse.

Les estimations ont été établies à partir de données recueillies dans le cadre de l'Enquête sur les finances des consommateurs, un supplément à l'Enquête sur la population active d'avril 1996 (couvrant environ 38 000 ménages). L'échantillon ne comprend pas les personnes vivant en établissement ni les ménages vivant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans les réserves indiennes.

Les familles ont versé en moyenne 10 961 \$ d'impôt sur le revenu en 1995, ce qui représentait pratiquement le même montant qu'en 1994 et 19,8 % de leur revenu total. Il s'agit cependant d'une baisse de 339 \$ par rapport à 1990, année où l'impôt sur le revenu avait atteint son plus haut niveau.

Lorsqu'on tient compte des pertes et des gains causés par les fluctuations de l'économie durant les années 1980 et 1990, le revenu familial moyen réel après impôt était de presque 5 % plus bas en 1995 qu'en 1980. Par habitant, cependant, il s'est accru de plus de 2 % étant donné que la taille moyenne des familles a diminué durant cette période.

La publication *Revenu après impôt, répartition selon la taille du revenu au Canada, 1995* (13-210-XPB, 31 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Réjean Lasnier au (613) 951-5266 ou avec Donald Dubreuil au (613) 951-4633, Division des enquêtes-ménages. Internet : revenu@statcan.ca.

(suite à la page 7)

... Revenu familial inchangé en 1995

Revenu moyen et impôt payé, par type de famille, 1995

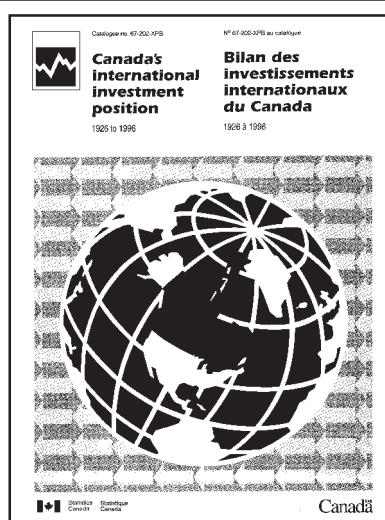
	Le revenu moyen avant les paiements de transfert	Plus les paiements de transfert moyens	Moins l'impôt moyen sur le revenu	Égale le revenu après impôt
	Dollars			
Total des familles	48 584	6 663	10 961	44 286
Couples de personnes âgées	21 337	17 524	5 317	33 544
Couples autres que des personnes âgées	52 328	3 318	12 001	43 645
Familles biparentales	57 541	4 542	13 209	48 874
Une personne gagnant un revenu	37 963	6 285	8 674	35 574
Deux personnes gagnant un revenu	60 874	3 671	14 250	50 296
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	17 346	7 740	2 798	22 288
Total des personnes seules	19 275	4 891	4 401	19 765
Personnes âgées seules	8 583	11 422	2 295	17 711
Personnes seules autres que des personnes âgées	23 228	2 476	5 179	20 525

Nouveautés de Statistique Canada

Recensement de l'agriculture 1996

Les premières données du Recensement de l'agriculture de 1996 viennent de paraître. Elles offrent un bilan détaillé des fermes canadiennes en date du 14 mai 1996 et couvrent les sujets suivants : le nombre de fermes, les cultures, l'utilisation des terres, le bétail et la volaille, les dépenses d'exploitation et les recettes agricoles brutes, aux échelles tant nationale que provinciale et infraprovinciale.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des totalisations sommaires, des données standard ou personnalisées, communiquez avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près ou avec les Services aux utilisateurs, Recensement de l'agriculture, au 1 800 465-1991. Internet : villros@statcan.ca.



Bilan des investissements internationaux du Canada 1926 à 1996

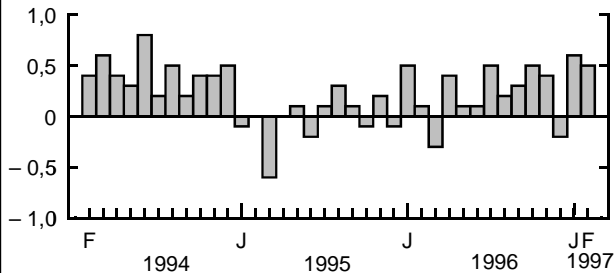
L'investissement international, tant au Canada qu'à l'étranger, est une composante clé de l'économie canadienne. La publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* fournit un compte rendu détaillé de l'actif et du passif canadiens envers l'étranger. Cette édition complètement revue vous aidera à mieux comprendre la conjoncture économique actuelle et son évolution depuis 1926. De plus, vous y trouverez des comparaisons utiles avec d'autres régions géographiques, comme notre situation par rapport aux pays de l'Union européenne.

*La nouvelle édition du **Bilan des investissements internationaux du Canada, 1926 à 1996** (67-202-XPB, 52 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements.*

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

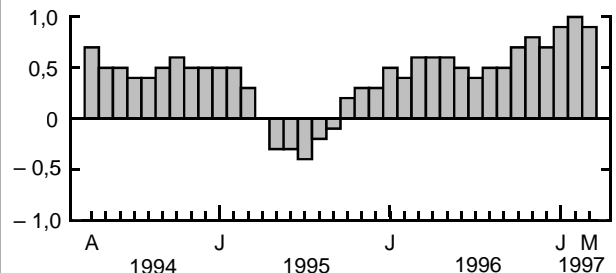
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a augmenté de 0,5 % en février.

Indice composite

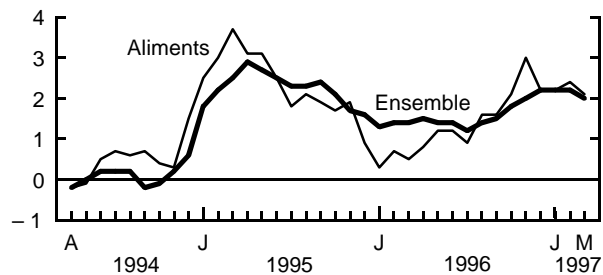
Variation mensuelle en %



L'indice composite s'est accru de 0,9 % en mars.

Indice des prix à la consommation

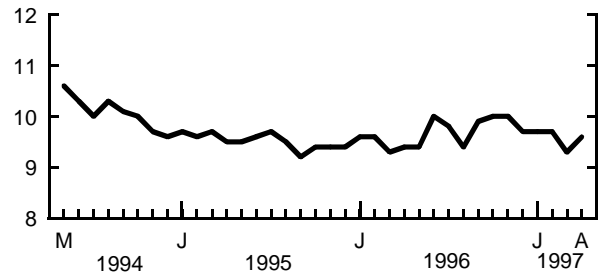
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 2,0 % de plus pour l'achat de biens et de services en mars 1997, en comparaison de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 2,1 %.

Taux de chômage

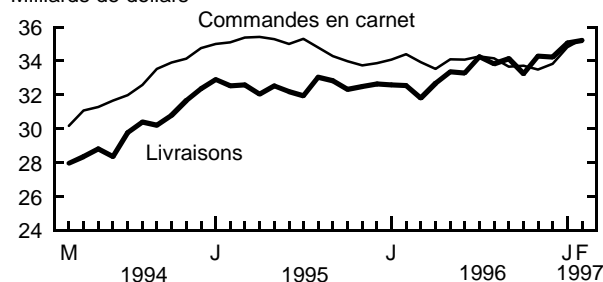
%



En avril, le taux de chômage a progressé, atteignant 9,6 %.

Fabrication

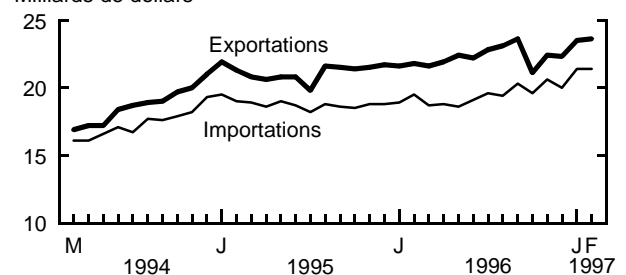
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,6 % en février pour s'établir à 35,2 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a augmenté de 0,8 % pour atteindre 35,3 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En février, la valeur des exportations de marchandises a grimpé de 0,6 % par rapport à janvier, pour s'établir à 23,6 milliards de dollars. La valeur des importations s'est maintenue à 21,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1986)	février	564,8	0,5 %	3,5 %
Indice composite (1981 = 100)	mars	190,6	0,9 %	8,8 %
Bénéfices d'exploitation des entreprises (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 1996	25,7	5,7 %	10,4 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4 ^e trim. de 1996	84,8	0,7 †	2,4 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	février	19,1	1,1 %	7,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mars*	121,7	8,5 %	24,9 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	avril*	13,8	0,2 %	1,0 %
Taux de chômage (%)	avril*	9,6	0,3 †	0,1 †
Taux d'activité (%)	avril*	64,8	0,3 †	-0,2 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	janvier	36,8	0,1 %	3,9 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	février	598,72	0,3 %	3,6 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	février	23,6	0,6 %	7,8 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	février	21,4	-0,3 %	10,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	février	2,2	0,2	-0,3
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	février	35,2	0,6 %	8,2 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	février	35,5	-2,0 %	7,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	février	35,3	0,8 %	2,6 %
Ratio des stocks aux livraisons	février	1,29	0,00	-0,11
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	mars	137,6	0,2 %	2,0 %
Indice des prix des produits industriels (1986 = 100)	mars	130,2	0,2 %	0,9 %
Indice des prix des matières brutes (1986 = 100)	mars	135,8	-1,0 %	1,4 %
Indice des prix des logements neufs (1986 = 100)	mars*	132,5	0,1 %	0,2 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier (613) 951-1112
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost (613) 951-1088

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année.
Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le
1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1997. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quel-
que forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support mag-
nétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre,
ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation
écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du
marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales
de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence
of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 9 au 15 mai 1997

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
AGRICULTURE				
Série de rapports sur les grandes cultures, n° 3 :				
Stocks de céréales canadiennes	31 mars 1997	22-002-XPB	15 / 88	15 / 88
Statistiques du bétail	mai 1997	23-603-XPB	93	93
BALANCE DES PAIEMENTS				
Bilan des investissements internationaux du Canada	1926 à 1996	67-202-XPB	52	52
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par marchandise				
Version microfiche	février 1997	65-004-XMB	37 / 361	37 / 361
Version papier	février 1997	65-004-XPB	78 / 773	78 / 773
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DES STATISTIQUES SUR L'ÉDUCATION				
La culture en perspective	printemps 1997	87-004-XPB	9 / 27	9 / 27
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Information population active	19 avril 1997	71-001-PPB	11 / 103	11 / 103
Revenu après impôt, répartition selon la taille du revenu au Canada	1995	13-210-XPB	31	31
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	mars 1997	41-006-XPB	7 / 62	7 / 62
Huiles et corps gras	mars 1997	32-006-XPB	7 / 62	7 / 62
Transport du pétrole par pipelines	février 1997	55-001-XPB	12 / 114	12 / 114
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir				
Version microfiche	mars 1997	64-001-XMB	25 / 140	25 / 140
Version papier	mars 1997	64-001-XPB	25 / 248	25 / 248
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES				
Produit intérieur brut par industrie	février 1997	15-001-XPB	15 / 145	15 / 145
PRIX				
Indice des prix à la consommation	avril 1997	62-001-XPB	11 / 103	11 / 103
STATISTIQUE DU COMMERCE				
Ventes et stocks des grands magasins	mars 1997	63-002-XPB	17 / 165	17 / 165
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ				
Naissances et décès				
Version microfiche	1995	84-210-XMB	25	25
Version papier	1995	84-210-XPB	35	35

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Adresse Internet : **order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données informatisées CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve,

Labrador,

Île-du-Prince-Édouard,

Nouvelle-Écosse et

Nouveau-Brunswick

Services-conseils

Statistique Canada

1770, rue Market, 3^e étage

Halifax (Nouvelle-Écosse)

B3J 3M3

Appel local : (902) 426-5331

Sans frais : 1 800 263-1136

Télécopieur : (902) 426-9538

Québec

Services-conseils

Statistique Canada

200, boul. René-Lévesque Ouest

Complexe Guy-Favreau

Tour Est, 4^e étage

Montréal (Québec)

H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725

Sans frais : 1 800 263-1136

Télécopieur : (514) 283-9350

Région de la capitale nationale

Centre de consultation statistique (RCN)

Statistique Canada

Avenue Holland, immeuble R.-H.-Coats

Rez-de-chaussée

Parc Tunney

Ottawa (Ontario)

K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116

Si vous demeurez à l'extérieur de la zone de communication locale, veuillez composer le numéro sans frais d'interurbain pour votre province.

Télécopieur : (613) 951-0581

Ontario

Services-conseils

Statistique Canada

25, avenue St. Clair Est

Immeuble Arthur Meighen, 10^e étage

Toronto (Ontario)

M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586

Sans frais : 1 800 263-1136

Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils

Statistique Canada

123, rue Main

Édifice Via Rail, pièce 200

Winnipeg (Manitoba)

R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020

Sans frais : 1 800 263-1136

Télécopieur : (204) 983-7543

Saskatchewan

Services-conseils

Statistique Canada

2002, avenue Victoria

Tour Avord, 9^e étage

Regina (Saskatchewan)

S4P 0R7

Appel local : (306) 780-5405

Sans frais : 1 800 263-1136

Télécopieur : (306) 780-5403

Sud de l'Alberta

Services-conseils

Statistique Canada

3553, 31^e Rue N.-O.

Discovery Place, pièce 201

Calgary (Alberta)

T2L 2K7

Appel local : (403) 292-6717

Sans frais : 1 800 263-1136

Télécopieur : (403) 292-4958

Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Services-conseils

Statistique Canada

10 001, Bellamy Hill

Park Square, 8^e étage

Edmonton (Alberta)

T5J 3B6

Appel local : (403) 495-3027

Sans frais : 1 800 263-1136

Télécopieur : (403) 495-5318

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils

Statistique Canada

300, rue Georgia Ouest

Library Square Tower, pièce 600

Vancouver (Colombie-Britannique)

V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691

Sans frais : 1 800 263-1136

Télécopieur : (604) 666-4863

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais : 1 800 363-7629